

Chers camarades, nous persistons à exiger le retrait pur et simple de cette réforme des retraites injuste et infondée.

Et ce n'est pas le silence assourdissant du Président Macron, qui refuse de recevoir les syndicats, ni la décision d'anesthésier les débats au Sénat par le recours au vote bloqué, qui entamera notre détermination.

Où est la démocratie quand le pouvoir fait passer en force un projet de réforme rejeté massivement par la population et la totalité des organisations syndicales ?

Comment tous ces ministres peuvent-ils encore penser nous abuser par leurs approximations, contre-vérités et mensonges ?

Mesurent-ils que leur radicalisation renforce cette détermination ?

D'autant que les choses sont claires. Nous avons un Président de la République et un gouvernement au service d'une finance qui ont décidé de faire payer aux seuls salariés, demandeurs d'emploi et retraités les déficits publics. Ceci en sacrifiant notre système de retraite, notre système d'assurance chômage, notre système de protection sociale dans son ensemble, nos services publics et jusqu'à notre système de santé.

On en subit déjà les effets néfastes.

Quand M. RETAILLAUD, sénateur LR, affirme non sans morgue après le vote de l'article 7 au Sénat, que cette réforme est indispensable pour sauver notre système par répartition, nous savons tous qu'il travestit la réalité, à l'image du gouvernement, car la défense de notre modèle social n'est pas leur objectif.

En réalité, il s'agit de tout privatiser, de s'appropriier les cotisations sociales, de dépouiller les salariés de tous leurs acquis pour mieux servir actionnaires et autres spéculateurs.

À l'inverse, c'est justement pour préserver toutes les conquêtes sociales que nous, organisations syndicales de salariés et organisations de jeunesse, sommes mobilisés dans l'unité.

Ce mépris du pouvoir appelle à amplifier plus encore la mobilisation à l'image des secteurs déjà en grève reconductible.

L'engagement de tous, dans tous les secteurs, dans toutes les entreprises et administrations doit s'étendre.

Force Ouvrière appelle, jeunes et moins jeunes, à tenir partout avec les syndicats, avec les organisations de jeunesse, des assemblées générales, pour décider la grève et sa reconduction, pour construire, élargir et faire durer le blocage jusqu'au retrait.

Force Ouvrière avertit que face à la brutalité dont il fait preuve, le gouvernement sera le seul responsable d'une situation qui pourrait devenir explosive.

Nous refusons cette loi de régression, elle doit être retirée !